

Décret 77-9 du 10 janvier 1977 portant réorganisation de l'Office national des sports	4c
Décret 77-10 du 11 janvier 1977 autorisant le ministre de l'économie et du plan à signer un accord de prêt avec la Kreditanstalt Für Wiederaufbau en vue du financement des travaux d'aménagement du port de Douala	53
Décret portant nomination d'un ministre intérimaire	53
Décret portant nomination d'un officier d'ordonnance à la Présidence de la République	54
Décret portant nomination d'un président de conseil d'administration	54
Arrêté 19 du 13 janvier 1977 rapportant l'arrêté n° 73-CAB-PR du 20 mars 1974 et modifiant l'arrêté n° 343 du 7 juillet 1955 fixant les conditions d'ordre général applicables aux employés auxiliaires d'administration	54
Arrêtés portant nomination de personnels	55

Services du Premier Ministre

Décret 77-18-PM du 15 janvier 1977 accordant à la Société d'exploitation générale des produits africains (E.G.P.A.) le bénéfice des dispositions du régime tarifaire préférentiel des petites et moyennes entreprises	56
Arrêté 5-PM du 12 janvier 1977 soumettant à la Société industrielle camerounaise de bonneterie (SICABO) au régime de la taxe intérieure à la production	59
Arrêtés portant nomination à des postes de responsabilité	62
Arrêté complétant l'arrêté n° 155-CAB-PRF du 11 août 1971 portant extension du régime de la taxe intérieure à la production à la Société Emen's Industries	62
Arrêté complétant l'arrêté n° 71-CAB-PR du 16 mai 1973 soumettant la Compagnie des industries africaines du caoutchouc (C.I.A.C.) au régime de la taxe intérieure à la production	63

Domaines

Avis de demandes d'immatriculation	64
Avis de demandes d'immatriculation et de clôture de bornage	78
Avis de clôture de bornage	98
Avis de déchéance de titre foncier	152
Avis de perte de duplicata de titres fonciers	153

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Ordinance n° 77-1 du 10 janvier 1977
portant modification de l'ordonnance n° 1 du 6 juillet 1974
fixant le régime foncier.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution du 2 juin 1972 modifiée et complétée par la loi n° 75-1 du 9 mai 1975;

Vu la loi n° 76-7 du 8 juillet 1976 autorisant le Président de la République à modifier par ordonnance certaines dispositions de l'ordonnance n° 1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier,

ORDONNE :

Article premier. — Les dispositions des articles 4, 5, 10 et 18 de l'ordonnance n° 1 du 6 juillet 1974 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 4 (*nouveau*). — Les titulaires de livrets fonciers ou de « certificates of occupancy » sur des terrains en milieu urbain sont tenus sous peine de déchéance, de les faire transformer en titres fonciers dans un délai de dix ans à compter du 5 août 1974, date de publication de l'ordonnance n° 1 du 6 juillet 1974; ledit délai est porté à quinze ans pour les terrains en milieu rural.

(Le reste sans changement.)

Décret 77-9 of 10 January 1977 to reorganize the National Sports Office	48
Decree 77-10 of 11 January 1977 to authorize the Minister of Economic Affairs and Planning to sign a Loan Agreement with the Kreditanstalt Für Wiederaufbau for the financing of the Douala Port development project	53
Appointment of Acting Minister	53
Appointments	54
Appointment	54
Order 19 of 13 January 1977 to repeal Order No. 73-CAB-PR of 20 March 1974 and to amend Order No. 343 of 7 July 1955 to fix the general provisions applicable to auxiliary administrative employees	54
Appointments	55
Ministry of Public Service	
Decree 77-18-PM of 15 January 1977 to grant the « Société d'exploitation générale des produits africains (E.G.P.A.) » the benefit of the preferential tariff provisions governing small and medium sized undertaking	56
Order 5-PM of 12 January 1977 to place the « Société industrielle camerounaise de bonneterie (SICABO) under the inland tax on production system	59
Appointments	62
Order to complete Order No. 155-CAB-PR of 11 August 1971 to extend the Inland Tax on Production System to the company Emen's Industries	62
Order to complete Order No. 71-CAB-PR of 16 May 1973 to place the « Compagnie des Industries Africaines du Caoutchouc (C.I.A.C.) under the inland tax on production system	63
Lands notices	
Notices of applications for land registration	64
Notices of application for registration and final demarcation ..	78
Notices of final demarcation	98
Notices of cancellation of a land certificate	152
Notices of loss of land certificate duplicates	153

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Ordinance No. 77-1 of 10 January 1977
to amend Ordinance No. 1 of 6 July 1974 to establish rules governing land tenure.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

Mindful of the Constitution of 2 June 1972, as amended by Law No. 75-1 of 9 May 1975;

Mindful of Law No. 76-7 of 8 July 1976 authorizing the President of the Republic to amend by ordinance certain provisions of Ordinance No. 74-1 of 6 July 1974 to establish the rules governing land tenure,

HEREBY ORDAINS AS FOLLOWS:

1. The provisions of Articles 4, 5, 10 and 18 of Ordinance No. 74-1 of 6 July 1974 are hereby amended as follows:

« Article 4(*new*). The holders of land register books or certificates of occupancy relating to land in urban areas shall be bound, under penalty of forfeiting their rights, to convert the said books or certificates into land certificates within a period of ten years as from 5 August 1974, the date of publication of Ordinance No. 1 of 6 July 1974; the said time limit shall be extended to fifteen years for land in rural areas. »

(The rest shall remain unchanged.)

« Art. 5 (*nouveau*). — Les titulaires de jugements définitifs constitutifs ou translatifs de droits réels sur des terrains en milieu urbain doivent également sous peine de déchéance, en saisir le service des domaines compétent dans un délai de dix ans à compter du 5 août 1974, date de publication de l'ordonnance n° 1 du 6 juillet 1974, en vue d'obtenir leur transformation en titres fonciers; ledit délai est porté à quinze ans pour les terrains en milieu rural.

(Le reste sans changement.)

« Art. 10 (*nouveau*) :

1^o Les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère désirant investir au Cameroun, peuvent conclure des baux ou acquérir des propriétés immobilières, sauf dans les zones frontalières.

Les actes établis à cet effet doivent à peine de nullité, être revêtus du visa du ministre chargé des domaines.

Toutefois, l'acquisition des propriétés immobilières par les missions diplomatiques ou consulaires accréditées au Cameroun, les organismes internationaux dont le Cameroun est membre, les organismes philanthropiques, est soumise à l'autorisation préalable du gouvernement.

S'il s'agit d'une mission diplomatique ou consulaire, elle précise si le gouvernement du pays représenté a déjà consenti des droits similaires à la République unie du Cameroun, ou s'il est disposé à le faire.

2^o En cas de revente, l'Etat jouit d'un droit de préemption sur le rachat de l'immeuble compte tenu du prix initial, de la mise en valeur réalisée et de l'amortissement;

3^o Les acquisitions visées à lalinéa 1^{er} n'entraînent pas l'aliénation des ressources du sous-sol dont la propriété demeure régie par les textes en la matière en vigueur au Cameroun.

« Art. 18 (*nouveau*). — En vue de la réalisation des opérations d'intérêt public, économique ou social, l'Etat peut classer au domaine public ou incorporer dans son domaine privé ou dans celui des autres personnes morales de droit public, des portions du domaine national. »

Art. 2. — Est abrogée la loi n° 64-LF-25 du 13 novembre 1964 portant réglementation des modalités d'acquisition des terrains par les missions diplomatiques ou consulaires accréditées dans la République fédérale du Cameroun.

Art. 3. — La présente ordonnance sera enregistrée et publiée selon la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* de la République unie du Cameroun en français et en anglais.

Yaoundé, le 10 janvier 1977.

AHMADOU AHIDJO.

**Ordonnance n° 77-2 du 10 janvier 1977
portant modification de l'ordonnance n° 2 du 6 juillet 1974
fixant le régime domanial.**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution du 2 juin 1972 modifiée et complétée par la loi n° 75-1 du 9 mai 1975;

Vu la loi n° 76-7 du 8 juillet 1976 autorisant le Président de la République à modifier par ordonnance certaines dispositions de l'ordonnance n° 2 du 6 juillet 1974 fixant le régime domanial,

ORDONNE :

Article premier. — Les dispositions des articles 4, 5 et 11 de l'ordonnance n° 2 du 6 juillet 1974 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 4 (*nouveau*). — Font partie du domaine public artistique :

« Article 5(*new*). Holders of final judgments to establish or transfer interest in realty in urban centres shall, also under penalty of forfeiture, notify the competent Lands Service within a period of ten years from 5 August 1974, the date of publication of Ordinance No. 1 of 6 July 1974, for conversion of the said judgments into land certificates; the said time limit shall be extended to fifteen years for land in rural areas. »

(The rest shall remain unchanged.)

« Article 10(*new*). (1) Natural persons and corporate bodies of foreign nationality or incorporation wishing to invest in Cameroon may conclude lease agreements or purchase landed property, except in the border areas.

Deeds drawn up for this purpose shall bear the prior approval of the Minister in charge of Lands, under penalty of being null and void.

Provided that the purchase of landed property by diplomatic or consular missions accredited to Cameroon, international bodies of which Cameroon is a member, philanthropic organizations, shall be subject to prior authorization by the Government.

In case of a diplomatic or consular mission, it shall specify if the Government of the Country represented has already granted similar rights to the United Republic of Cameroon, or if it is prepared to do so.

(2) In the event of resale, the State shall have a pre-emptive right of purchase over the property taking account of the initial price, developments carried out, and amortization.

(3) The purchases referred to in Paragraph 1 shall not entail the alienation of the resources of the subsoil the ownership of which remains governed by the regulations in force in this respect in Cameroon. »

« Article 18(*new*). The State may classify portions of national lands under the public property of the State or incorporate such lands in the private property of the State or in that of other public bodies for purposes of public, economic and social utility. »

2. Law No. 64-LF-25 of 13 November 1964 to provide regulations governing the methods of acquiring land by accredited diplomatic and consular missions in the Federal Republic of Cameroon is hereby repealed.

3. This ordinance shall be registered and published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* of the United Republic of Cameroon in French and English.

Yaoundé, 10 January 1977.

AHMADOU AHIDJO.

**Ordinance No. 77-2 of 10 January 1977
to amend Ordinance No. 2 of 6 July 1974 to establish rules
governing State Lands.**

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

Mindful of the Constitution of 2 June 1972, as amended by Law No. 75-1 of 9 May 1975;

Mindful of Law No. 76-7 of 8 July 1976 authorizing the President of the Republic to amend by Ordinance certain provisions of Ordinance No. 74-2 of 6 July 1974 to establish rules governing State lands;

HEREBY ORDAINS AS FOLLOWS:

1. The provisions of Articles 4, 5 and 11 of Ordinance No. 74-2 of 6 July 1974 are amended as follows:

« Article 4(*new*). The Artificial public property of the State shall comprise: